

La Lettonie, élève modèle de l'austérité... mais à quel prix ?



Distributeur de billets à Riga.

En accédant à l'euro le 1er janvier dernier, les Lettons ont rejoint les quelque 330 millions d'Européens utilisateurs de la monnaie unique. Pas toujours de gaieté de cœur, pour une population qui a déjà payé sa contribution à la crise et craint que son entrée dans l'Europe monétaire ne brise sa croissance.



Avec Pascal de Lima

Pascal de Lima est économiste et enseignant à Sciences-po. Actuellement Economiste en Chef d'EcoCell (Economiccell), cellule de veille, d'études et de conférences sur l'économie. Docteur en Sciences-économiques de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, il y dispense des cours d'économie. Il a également enseigné la Finance à HEC.

Auteur de nombreux articles et interviews parus dans la presse et médias et dans diverses revues académiques, il a également publié « [Voyage au cœur d'une révolution : la microfinance contre la pauvreté](#) » (Editions Jean-Claude Lattès, 2007) et « [La stratégie bancaire : entre équité et efficacité](#) » (Editions Universitaires Européennes, 2010).

Il publie en mai 2013 « Les comptes fantastiques de la finance » (aux Editions La voix au chat libre).

[Voir la bio en entier](#)

réduction des dépenses publiques, (salaires publics coupés de 25 %, fermetures d'écoles...), la Lettonie a retrouvé le chemin d'une certaine croissance et le gouvernement de l'époque a été largement réélu. Est-ce le signe qu'une politique d'austérité peut constituer un modèle efficace à la fois économiquement et politiquement, ou faut-il y voir un trompe-l'œil ?

Pascal de Lima : En théorie une politique d'austérité, si elle est qualitative et ciblée sur certaines dépenses et certains impôts bien réfléchis plutôt que d'autres, si elle est lissée dans le temps (4 ou 5 ans), et si elle ne démarre pas par le volet impôt de façon brutale, est viable économiquement dans le sens où elle peut ne pas ponctionner la croissance. **Mais ce n'est certainement pas une politique d'austérité qui stimule la croissance et il faut l'accompagner par un volet structurel. Disons qu'elle peut être indolore moyennant certaines conditions.** Si le contexte économique international lui est favorable on peut même croire que c'est la politique d'austérité qui a légèrement contribué à accroître le PIB. Pour le cas de la Lettonie on peut parler d'un exploit. Ce pays de 2,2 millions d'habitants a connu deux ans d'austérité et une sévère récession en effet, la plus forte au monde au moment de la crise financière. Mais le plan d'austérité était très focalisé sur les coupes dans les dépenses improductives, 15 % du PIB ! Le gouvernement a imposé des baisses de salaires dans la fonction publique et a coupé dans les dépenses (le nombre de fonctionnaires était alors passé de 78 000 à 62 000). En même temps, il a relevé les prélèvements obligatoires.

Aujourd'hui la Lettonie a renoué avec la croissance et, avec 4% de croissance, elle peut même prétendre à une sensible baisse du chômage à terme. **Il y a eu aussi un certain consensus national ce que nous ne connaissons pas nous en France. Les lettons ont accepté le principe de la dévaluation interne par la baisse des salaires.** Nous avons quand même pas mal de conditions réunies pour faire de cette austérité une politique économique assez indolore dans un premier temps sur la croissance : bon étalement de 2008 jusqu'à 2012, avec un temps fort dans les deux premières années, mais aussi équilibre "coupe dans les dépenses – hausse des impôts". Le petit bémol est la fermeture des écoles. Elle pourrait payer ce point mais un peu plus tard, c'est encore trop tôt pour le dire. C'est aussi une économie sous perfusion du FMI et de l'UE depuis 2008 ce qui allège encore le poids de l'austérité (ce n'est pas le cas de la France !). Placé sous tutelle du FMI et de l'UE depuis 2008, le gouvernement letton s'est engagé à restructurer et ramener le déficit de 10% en 2009, à 3 % en 2012, visant l'entrée dans la zone euro en 2014, en échange d'une aide de 7,5 milliards d'euros. Les investissements ont repris et le chômage diminue.

Aujourd'hui, la Lettonie connaît effectivement la plus forte croissance de la zone euro (+4,0 % en 2013). Ce pays est-il véritablement le bon élève que l'on présente ?

La Lettonie connaît en effet une croissance de 4 %, oui, la Lettonie est bien en tête des pays de l'UE en 2011, en 2012, et en 2013. Donc la réponse est "oui", selon cet indicateur. **Mais ce n'est pas tout car la dette publique, elle, représente 40 % du PIB, soit la moitié de la moyenne de la zone euro. En 2014 d'après les prévisions de la CE, la Lettonie devrait connaître un déficit public 1 % !** Maintenant comme toujours tout n'est pas tout blanc ou tout noir. Le point faible du pays reste son taux de chômage qui, lui, avoisine constamment les 14 %. C'est aussi ce qui explique son émigration importante.

Émigration élevée (10 % de la population lettone), chômage toujours important, recul du PIB national (d'environ 30 % depuis la crise) ou bulle spéculative, à quoi sont dus ces coûts cachés de l'austérité lettone ?

Les coûts cachés sont liés au fait que ce succès reste somme toute relatif. **Il y a d'abord un doute sur le succès réel de la dévaluation interne : si en effet, la Lettonie a connu de nouveau un excédent de sa balance courante, c'est finalement davantage lié à un recul des importations qu'à une stimulation des exportations.** Plutôt que d'un coût caché ici, il s'agit plutôt d'un faux gain réel ! Dans une étude publiée en décembre 2011, Mark Weisbrot et Rebecca Ray, deux chercheurs américains du CEPR de Washington, montrent qu'en 2009 et 2010 il n'y aurait pas vraiment eu d'austérité budgétaire "troïkalisée" avec une austérité de grande

ampleur à tous les étages, et surtout sur les impôts. Le vrai gain ou le moindre coût est là. Le pays aurait donc pu sortir plus rapidement de la récession. Selon eux, la contribution du commerce extérieur à la croissance lettone est très faible. "La principale chose que les Lettons ont fait, c'est qu'ils n'ont pas fait ce qu'ils avaient promis au FMI et aux autorités européennes", écrit Mark Weisbrot dans le Guardian. **Autrement dit, la Lettonie serait l'anti-Grèce, elle n'a pas suivi la politique mortifère de la troïka pour pouvoir sortir de la récession.** Du reste, ce que même Valdis Dombrovskis a dû reconnaître, c'est que l'euro est très impopulaire aujourd'hui en Lettonie.

Avec l'accession à l'Euro, quels nouveaux risques pèsent en effet sur l'économie Lettone ? Ceux-ci peuvent-ils infléchir sa croissance ?

Il existe ici un vrai coût caché : la perte de la démocratie de Riga. Le président de l'Association des économistes lettons Ivar Brivers, prévenait à la radio Baltcom que "toutes les déclarations affirmant que le passage à l'euro sera bénéfique pour la Lettonie sont mensongères". De toute manière, les objectifs véritables des autorités lettones et européennes ne sont pas tant économiques que politiques. A Riga, il s'agit d'arrimer définitivement l'ancienne république socialiste soviétique à l'Europe occidentale. A Bruxelles, le symbole de l'entrée dans la zone euro d'une nouvelle économie, si petite soit-elle, est le bienvenu pour faire passer le message que l'euro est toujours une monnaie attractive. En réalité l'adoption de l'euro par la Lettonie est révélatrice d'un retournement politique européen qui s'est accéléré sous l'effet de la crise. Suite à leur rejet de la Constitution européenne de 2005, les peuples français et hollandais avaient alors vécu l'adoption de ce traité comme un camouflet antidémocratique. **Pire, depuis le début de la crise des dettes souveraines européenne, la troïka ignore les protestations de désespoir de millions de Grecs, d'Espagnols ou encore de Portugais qui défilent tous les jours dans les rues pour dénoncer le saccage de leurs économies et de leurs sociétés.** Ici, on a imposé à Riga l'euro alors que personne n'en veut (en Lettonie). Vaste sujet.

Propos recueillis par [Pierre Havez](#)